

RWANDA

Les rebelles ont pénétré au sud de Kigali

La minorité tutsie est en mesure de prendre un pouvoir laissé vacant par le gouvernement en fuite. Après la fermeture de l'ambassade de France à Kigali, il ne reste que l'ONU pour éviter de nouveaux massacres.

Des troupes du Front patriotique rwandais (FPR) sont entrées hier dans Kigali, où elles ont rejoint les quelque 600 éléments du mouvement rebelle qui se trouvaient déjà dans la capitale, a annoncé l'ONU, précisant que «des tueries indiscriminées et des pillages se poursuivent». Un représentant du FPR a annoncé que la stratégie de son parti était de prendre le contrôle de la ville sans se hâter, pour éviter des destructions massives.

Kigali, correspondance

Hier à l'aube, à l'ambassade de France de Kigali, le drapeau est amené. L'ambassadeur Jean-Michel Marlaud plie bagage. A 9 heures, le dernier convoi français s'en va sous escorte militaire. La grille de l'ambassade reste ouverte et, sur les tables, à l'intérieur, les reliefs du dîner de la veille sont encore visibles. La voie est libre pour les pillards. Depuis la première offensive rebelle d'octobre 1990, la France prétendait n'envoyer des parachutistes au Rwanda que pour protéger ses ressortissants. En réalité, elle «conseillait» l'armée rwandaise dans sa lutte contre les rebelles. Et hier, à l'approche du Front patriotique rwandais (FPR) de la capitale, elle a préféré amener les couleurs.

Il faut dire que les guerriers du FPR, les *inkotanyi*, ont réussi dans la nuit de lundi à mardi une belle manœuvre militaire. Venus du nord, ils ont contourné la capitale par les collines boisées des environs, et, hier matin, ont attaqué par le sud en s'emparant d'une colline qui domine la ville. C'est la surprise générale. Quelques heures plus tard, le gouvernement intérimaire installé à l'hôtel des diplomates depuis trois jours fuit la ville. De nombreux militaires les suivent dans un désordre indescriptible, se jetant sur tous les véhicules rencontrés. A midi, deux bataillons des Forces armées rwandaises (FAR) semblent décidés à se battre. Une résistance sans espoir: quand un officier français offre des rations de survie au commandant d'un bataillon, l'homme répond: «Ce n'est pas la peine, ce soir je serai mort.» Avant la tombée de la nuit, les combats continuent au mortier et au lance-roquettes multiple.

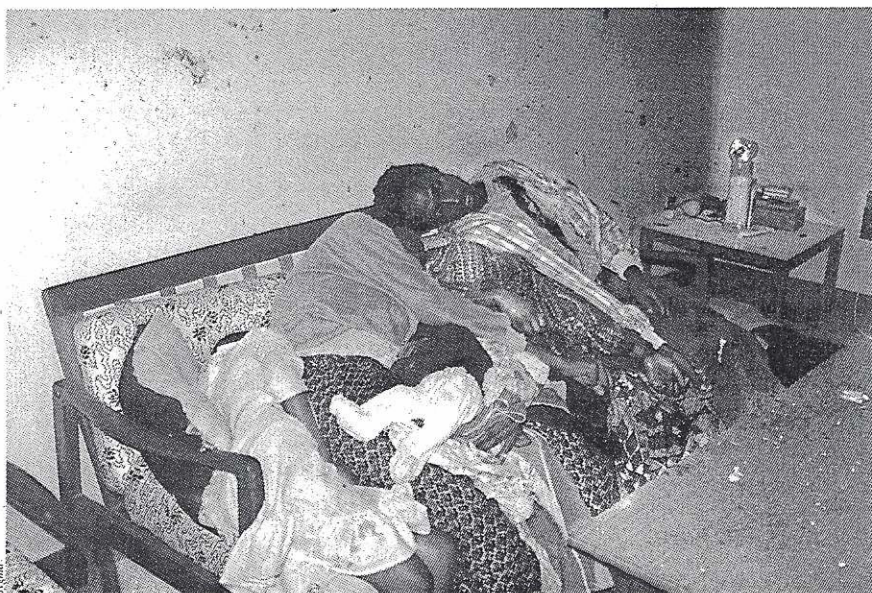
Pour la majorité des habitants, la prise de Kigali par les rebelles du FPR ne ressemblera pas à une libération. Depuis la mort du président Juvénal Habyarimana, des hordes de tueurs hutus, persuadés que l'avion présidentiel a été abattu par un missile du FPR (à majorité tutsie), se sont déchaînés contre la minorité tutsie de la capitale au point que les cadavres d'hommes, de femmes et d'enfants s'entassaient dans les rues. Lundi encore, des massacres à la machette continuaient à l'hôpital, dans les quartiers populaires. Mais hier, à l'approche des rebelles, les coupe-coupe ont subitement disparu.

Mais que peuvent faire 15 000 rebelles à majorité tutsie dans une ville de 200 000 habitants à majorité hutue? Il faudra beaucoup d'autorité au dirigeant militaire du FPR, Paul Kagame, lui-même hutu, pour empêcher ses troupes de commettre de nouveaux massacres. Et beaucoup de doigté pour

empêcher la confiscation de l'Etat par la minorité tutsie – comme au Burundi voisin pendant les trente dernières années. Après la sortie de scène de la France, il reste encore un acteur étranger qui peut éviter le pire au Rwanda: l'ONU. Romeo Dallaire, le général canadien commandant les forces de l'ONU sur place, a un atout: il est respecté par les deux camps. Ces derniers jours, il a fait la navette entre Kigali et le quartier général rebelle. Lundi, il a réussi à faire cesser les tirs pendant quelques minutes quand l'un de ses hommes a été pris entre deux feux. Et hier, il a transmis un message du FPR aux parachutistes franco-belges qui tiennent l'aéroport: «Vous pouvez encore rester deux-trois jours pour achever les évacuations, mais après...»

Après le départ des Français – les 600 Français ont tous été évacués à l'exception d'une dizaine de religieux qui ont voulu rester – et de 1 200 ressortissants belges – quelque 200 autres n'ont pas encore été regroupés et six civils ont été tués –, il n'y aura quasiment plus un seul étranger sur le sol rwandais. Même les Libyens viennent de partir – dans des Transall français!

Christophe BOISBOUVIER



Tuerie à Kigali, le 11 avril. Hier, les massacres «indiscriminés» ont continué, selon l'ONU.

PROCHE-ORIENT

Gaza-Jéricho, rencontre ratée avec l'Histoire

Tsahal ne retirera pas aujourd'hui ses dernières troupes de Gaza et Jéricho. Ce retard fragilise un processus de paix en panne de légitimité. Mais les négociateurs n'ont jamais été si près du but.

Jérusalem, de notre correspondant

Palestiniens et Israéliens ont raté un nouveau rendez-vous avec leur histoire. Ce mercredi 13 avril devait marquer le début de l'autonomie palestinienne à Gaza et à Jéricho, après le départ du dernier soldat israélien: il n'en sera rien, faute d'accord dans les interminables discussions sur la mise en œuvre de l'accord d'Oslo. Les négociateurs se sont séparés hier au Caire, pour ne se retrouver que dimanche, faisant néanmoins état de nouveaux «progrès».

Les Palestiniens des territoires occupés ne sont même pas déçus: ils ne prêtent qu'une attention limitée à ces péripéties, passées au second plan par rapport à la violence omniprésente (voir ci-dessous) et aux difficultés accrues de leur vie quotidienne à la suite du bouclage total de la Cisjordanie et de Gaza depuis une semaine. Le 13 décembre, date à laquelle le retrait israélien aurait dû commencer, a été leur première – et dernière – désillusion. Depuis, la règle est de ne croire que ce que l'on voit, c'est-à-dire, jusqu'ici, pas grand-chose de nouveau.

Pourtant, malgré les difficultés et les récriminations publiques, l'horizon n'est pas totalement bouché. Après avoir surmonté la crise grave provoquée par le massacre, par un colon juif, d'une trentaine de fidèles musulmans en pleine prière, le 25 février à Hébron, et la revanche islamiste qui a fait sept morts la semaine dernière à Afula, le gouvernement israélien et l'OLP sont proches du but qu'ils s'étaient fixé il y a déjà plus de six mois. Le vé-

ritable test commencera alors, avec la mise en œuvre d'un accord complexe, dans un environnement explosif.

Le frémissement est sensible sur le terrain. Dans la bande de Gaza comme à Jéricho, l'armée israélienne aurait déjà évacué 90% de ses installations, transportées de manière visible par convois en direction d'Israël ou des colonies juives. Ses effectifs sont restés intacts, mais pourraient ainsi être évacués en très peu de temps, une fois donné le feu vert politique. Prélude au transfert de certaines responsabilités administratives, les Israéliens ont commencé à initier à leurs systèmes informatiques une équipe palestinienne conduite par le propre fils du négociateur du Caire, Nabil Chaath. Enfin, un premier groupe de 49 cadres de l'OLP, pour la plupart expulsés par les Israéliens dans les années 80, a pu revenir préparer le terrain à Yasser Arafat, en principe suivi d'une cinquantaine d'autres cette semaine.

Eternel optimiste, Chaath a espéré hier que les deux délégations pourraient aboutir à un accord total à la fin de la prochaine session, le 21 avril, ayant déjà trouvé des terrains d'entente sur des questions aussi délicates que le fonctionnement de la police palestinienne. Eternel rabat-joie, le Premier ministre, Yitzhak Rabin, lui a répondu par avance, dans une interview au *Jerusalem Post*, en estimant qu'un accord ne serait sans doute pas possible «avant la première moitié de mai». Et encore, s'empresait-il d'ajouter, «ce n'est pas une date sacrée»...

Les deux parties s'accusent mutuellement de ce retard considérable sur le calendrier d'Oslo, qui décrédibilise chaque jour un peu plus le processus de paix au sein de leurs opinions publiques respectives. Yasser Arafat accuse Israël de ne pas tenir parole, de saboter les négociations en soulevant sans cesse de nouveaux obstacles, et d'avoir mené le processus dans une impasse. L'Etat hébreu rétorque en rappelant que cinq semaines ont été perdues lorsque l'OLP a suspendu les négociations après le massacre d'Hébron, alors qu'Israël n'a pas réagi de même à l'attentat d'Afula. Un négociateur israélien agacé répondait même à un journaliste: «Venez un jour au Caire avec nous, et vous verrez.» Selon lui, les Palestiniens sont désorganisés, pleins de contradictions, et doivent en référer à Arafat pour la moindre virgule... Rabin et Arafat se sont entretenus hier par téléphone afin de surmonter ce climat lourd.

La difficulté tient, en fait, à la nature du processus choisi. Cette longue transition de cinq ans, dont l'issue finale reste encore à négocier, complique énormément les choses. Pendant cette période, en effet, les 120 000 colons juifs restent sur place, Israël garde d'importantes responsabilités de sécurité, et les Palestiniens ne disposent que de parcelles de pouvoir, loin d'un Etat et de ses prérogatives. Dès lors, chaque détail doit être réglé afin d'éviter les sources de friction et de conflit qui ne manqueront pas de surgir dans la gestion quotidienne de l'autonomie.

Comment faire face à un accident de voiture provoqué par un colon dans le centre de Jéricho? Comment les Palestiniens de Gaza pourront-ils se rendre dans la capitale de l'autonomie en traversant Israël? Qui jugera un Palestinien qui commet un attentat en Israël mais est arrêté à Gaza?... Après avoir franchi l'an dernier un pas de géant sur le plan psychologique et politique, les Israéliens, obnubilés par des préoccupations sécuritaires et méthodiques, ne donneront pas leur feu vert avant d'avoir réglé la dernière de ces innombrables questions. Les Palestiniens en conviennent, mais reprochent à l'Etat hébreu de vouloir, au passage, montrer en permanence qu'il restera le patron...

Le retard pris dans la mise en œuvre contredit en tout cas le sentiment d'urgence dont parlent les hommes politiques des deux camps, conscients de l'érosion, chez les deux peuples, du soutien au processus. Il fait craindre, de surcroît, qu'une fois la première phase engagée à Gaza et Jéricho, il soit tout aussi difficile, voire impossible, de passer à la seconde phase, c'est-à-dire l'extension de la gestion palestinienne à toute la Cisjordanie. Ces difficultés montrent également l'ampleur de la tâche qui attend les négociateurs lorsqu'il s'agira de trouver des solutions aux problèmes soigneusement mis à l'écart, comme Jérusalem. D'autant que les adversaires du processus des deux côtés ont montré qu'ils ne désarment pas. Ils seront les seuls, aujourd'hui, à célébrer le «non-événement» du 13 avril.

Pierre HASKI